



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2026/ICPE/074 portant mise en demeure  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société ALVA – REZE**

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** les livres I et V du code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7 et 8, L. 172-1, L. 511-1 ;

**VU** les dispositions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

**VU** les dispositions de l'arrêté préfectoral du 04 septembre 2009, encadrant l'autorisation d'exploiter au titre de la réglementation sur les Installations Classées de la société ALVA dont le siège social est situé 3 rue des Chevaliers, 44412 REZE CEDEX, les ateliers de fonte et de raffinage de corps gras animaux et végétaux à cette adresse ;

**VU** le courrier de la préfecture en date du 06 février 2014, prenant acte du classement de l'établissement au titre de la directive IED sur la rubrique principale 3642-1 de la nomenclature des Installations classées, suite au positionnement de l'exploitant ;

**VU** le dossier de réexamen périodique et le rapport de base établis au titre de la directive IED et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF SA applicables au fonctionnement de l'établissement ALVA, implanté sur la commune de REZE, et transmis par l'exploitant en date du 17 décembre 2024, conformément aux dispositions des articles R.515-70 et R.515-71 du code de l'environnement ;

**VU** le rapport d'intervention « Mesures d'efficacité du laveur d'air process Sécheur de septembre 2023 » en fonctionnement sur site ALVA à REZE (Rapport n°PDLP230528 R1 – 13 octobre 2023) et les conclusions associées sur le fonctionnement de l'installation ;

**VU** le rapport « Mesures chimiques et audit aéraulique » (Rapport n°RT15\_ALVA\_Audit REZE\_2024\_CGER\_V1) en date du 10 janvier 2024 sur le fonctionnement du laveur d'air et du biofiltre du système de traitement de l'air de certaines parties de l'usine ALVA à REZE et les conclusions associées ;

**VU** le rapport « Odeur Modélisation de l'impact olfactif » du site ALVA de REZE » (Rapport n°PDLP230510.v2 / version B – 29/03/2024) ;

**VU** le rapport « Bilan des sources d'odeur en période de printemps 2024 et mesure d'efficacité du laveur fondeur » du site ALVA à REZE (Rapport n°PDLP240231 R1 – 21 juin 2024) et modifiant la mise à jour des sources d'odeur du site d'ALVA sur la commune de REZE identifiées dans le rapport n°PDLP230510.v2 / version B – 29/03/2024 ;

**VU** le rapport en date du 08 décembre 2025 des contrôles réglementaires portant sur le suivi des émissions olfactives du premier semestre 2025 (campagne de mesures de juillet 2025) sur le site ALVA à REZE (référence : RT74ALVA/2025/CJON/2) ;

**VU** le compte rendu en date du 23 décembre 2025 de la séance du 09 décembre 2025 de la commission de suivi de site de la société ALVA à REZE ;

**VU** le courrier en date du 3 février 2026 de la DDPP, invitant l'exploitant à formuler ses remarques sous 15 jours, conformément aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 17 février 2026 ;

**CONSIDÉRANT** le maintien du nombre anormalement important de plaintes des riverains depuis le mois de décembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** l'emplacement historique et sensible de l'établissement avec la présence de tiers positionnés au plus près, et pour certains d'entre eux en limite de propriété, du site industriel et des installations en fonctionnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 autorisant le fonctionnement de l'établissement ALVA à REZE au titre de la réglementation des installations classées délivrée en date du 4 septembre 2009 est conditionné au respect des dispositions suivantes et prévues au chapitre 4.1 portant sur la prévention de la pollution atmosphérique :

*« Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.*

*En particulier, toutes les précautions nécessaires sont prises vis-à-vis des ventilations des ateliers, du stockage des déchets, des ouvrages de traitement des eaux résiduaires industrielles de l'établissement. » ;*

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 autorisant le fonctionnement de l'établissement ALVA à REZE au titre de la réglementation des installations classées délivrée en date du 4 septembre 2009 est conditionné au respect des dispositions suivantes et prévues au chapitre 4.2 (articles 4.2.1. et 4.2.2.) portant sur les odeurs :

– à l'article 4.2.1. – Généralités :

*« ... Les installations de traitement des gaz (traitement thermique, biofiltre, lavage des gaz...) doivent être suffisamment dimensionnées pour traiter l'ensemble des gaz odorants émis (chaud et froid) ;*

– à l'article 4.2.2. – gaz odorants chauds :

*« Tous les gaz de cuisson et les gaz des ateliers doivent être collectés par des hottes ou des capotages au niveau des points d'émission sont dirigés par des circuits réalisés dans des matériaux anticorrosion vers des installations de prétraitement et de traitement... »*

**CONSIDÉRANT** que l'analyse des résultats de la dernière campagne de contrôles de surveillance des émissions (référence :RT74ALVA/2025/CJON/2) réalisés en juillet 2025 et communiqués le 24 décembre 2025 démontre :



- les insuffisances persistantes du fonctionnement du biofiltre (s'accompagnant de valeurs de rendements d'abattement olfactifs erronés) du système de traitement des émissions odorantes sur les gaz collectés dans les locaux des ateliers de l'usine et du raffinage ;
- l'absence de suivi apparent de plusieurs émissaires odorants canalisés (laveur d'air du process de séchage d'eaux gélatineuses, aérocondenseurs – cuiseurs et aérocondenseurs – sécheurs, système de traitement aux charbons actifs pour les citernes de stockage des graisses et la station de traitement des eaux usées) suite à la modélisation figurant au rapport n° PDLP230510.v2 / version B du 29 mars 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que les éléments descriptifs du dossier de réexamen périodique établi au titre de la directive IED portant sur les conclusions des meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF SA pour les activités sur le site ALVA à REZE apparaissent incohérents, en particulier pour les MTD 2 et 25, au regard de la modélisation de l'impact olfactif communiquée le 29/03/2024 (Rapport n°PDLP230510.v2/version B) et décrivant les impacts olfactifs des activités en fonctionnement sur le site ALVA à REZE ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de transmission par l'exploitant ALVA à REZE auprès du service des Installations Classées de la modélisation de la dispersion de l'impact olfactif des activités réalisées par l'établissement ALVA à REZE suite aux modifications apportées par le rapport « Bilan des sources d'odeur en période de printemps 2024 et mesure d'efficacité du laveur fondoir » (Rapport n°PDLP240231 R1 – 21 juin 2024), en se fondant sur la base du rapport précité et des mesures réalisées plus anciennes après validation des hypothèses d'amélioration des conditions de fonctionnement de l'usine ALVA ;

**CONSIDÉRANT** la mise à jour du plan d'actions sur la gestion des odeurs demeurant incomplète au regard des solutions préconisées par les études précédemment transmises par l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport de la commission de suivi de site en date du 23 décembre 2025 indique que le service des installations classées de la DDPP 44 proposera à la signature du préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure portant sur la maîtrise des nuisances olfactives associées au fonctionnement des installations du site ALVA à REZE ;

**SUR** la proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société ALVA, dont les installations et le siège social sont situés 3 rue des Chevaliers, 44412 REZE CEDEX est mise en demeure, **dans un délai de 9 mois à compter de la date de signature du présent arrêté**, de transmettre un plan de gestion actualisé des odeurs comprenant les éléments suivants :

- un inventaire des flux gazeux sortants pour les différents process de production concernés ;
- un diagnostic actualisé de l'ensemble des émissions canalisées des odeurs consécutives au fonctionnement de l'établissement : usine (stockage des matières premières, process de traitement et de séchage des eaux gélatineuses), équipements de stockage en extérieur (cuves), dispositifs de traitement des gaz odorants en process de fabrication et au niveau de la station de traitement d'épuration ;
- un diagnostic actualisé des émissions diffuses odorantes : usine (stockage des matières premières, process de traitement et de séchage des eaux gélatineuses), équipements de stockage en extérieur (cuves), dispositifs de traitement des gaz odorants en process de fabrication et au niveau de la station de traitement d'épuration ;

- la mise en place d'une autosurveillance (et l'exploitation des résultats) sur l'ensemble des émissaires des équipements de traitement (émissions canalisées) ;
- une estimation des effets des odeurs vis-à-vis des tiers par l'actualisation de l'étude de dispersion modélisée des émissions odorantes des rejets gazeux canalisés et non canalisés suite au plan d'action réalisé (sur la base des mêmes paramètres techniques précédemment validés par l'inspection des Installations Classées sur la base du rapport du 29 mars 2024, référencé n°PDL230510.v2/version B) ;
- un inventaire des non-conformités structurelles identifiées, au regard des diagnostics précédemment établis ;
- une étude technico-économique justifiant la faisabilité des travaux attendus, au regard des bénéfices environnementaux ;
- un plan d'actions sur les non-conformités identifiées (avec un échéancier précis des travaux) pour la résolution des sources de pollutions olfactives (froid et chaud ; diffuses et canalisées) issues du fonctionnement des installations de l'établissement ;
- la mise en place de mesures préventives et renforcées de réduction des sources d'odeurs par le fonctionnement de l'établissement (production, stockage, équipements de traitement des émissions odorantes compris).

#### **Article 2:**

Dans le cas où l'une des obligations prévues ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement - 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Ile-Gloriette – 44 041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 4 : Publicité**

Le présent arrêté sera notifié à la société ALVA, à la mairie de REZE, et sera publié sur le site internet des installations classées [https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/,](https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/) ainsi que sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant deux mois.

## **Article 5 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la maire de REZE et la Directrice Départementale de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 20 Février 2026

**LE PRÉFET,**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général adjoint  
Sous-Préfet en charge de la cohésion sociale  
et de la politique de la ville

**Tom FOLLET**



